VIANDES ROUGES ET BLANCHES

Plus de 50% des produits vendus dans l'informel

Plus de 50% des viandes rouges et blanches, voire 80% de produits non conformes sont vendus dans le marché informel en Algérie.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est ce que le porte-parole de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Hadj Tahar Boulenouar, a avancé hier. Intervenant lors d'une conférence de presse animée par la Fédération algérienne des consommateurs (FAC), organisée hier au siège de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex), le porte-parole de l'UGCAA a déploré le développement de l'informel, recensant plus de 2 000 points de vente non agréés.

Et cela dans le contexte où les réseaux de distribution ne sont pas bien organisés, la fixation des prix s'opère de manière arbitraire et velléitaire et l'abattage clandestin s'intensifie. A ce propos, le président de la FAC, qui a, en collaboration avec l'association Nass El Kheir, initié une campagne de boycott de l'achat des viandes entre le 10 et le 16 juillet derniers, remarque que 40% de ces produits sont abbatus de manière clandestine.

Or, même les agnelles sont concernées par l'abbatage qu'il soit clandestin ou légal dans certaines régions du pays, notamment à Khenchela. Ce qui risque de porter atteinte au renouvellement du cheptel national. Et cela outre le développement de la contrebande transfrontalière, favorisée par la qualité de la viande algérienne, le laxisme ou une certaine complicité d'éléments de la Gendarmerie nationale selon le représentant de l'association Nass El Kheir.

Et d'autant que les prix des viandes rouges et blanches ne cessent d'augmenter pour les viandes rouges et blanches, grevant le budget des ménages, notamment ceux à revenus limités. Certes, la campagne de boycott initiée par la FAC a suscité l'adhésion de 30% des acheteurs, voire le soutien des commerçants et des bouchers de gros, relèvent les organisateurs avec satisfaction.

Et d'autant que les prix auraient encore augmenté de 10% si cette campagne n'avait pas été initiée, observera le porte-parole de l'UGCAA, exprimant son soutien à l'initiative. Et cela en dépit de l'insuffisante couverture audiovisuelle publique de cet événement, le manque de conviction de certains citoyens et la non-implication de l'ensemble des instances en charge de la régulation commerciale, relève-t-on. Or, ces dysfonctionnements menacent la pérennité de la production nationale. A ce propos, le représentant de l'UGCAA constate que la production locale avoisine les 600 000 tonnes tandis que les quantités importées sont évaluées à 70 000 tonnes. Ce qui s'avère insuffisant pour répondre à la demande nationale, évaluée à 1 million de tonnes annuellement, soit un déficit à couvrir de l'ordre de 400 000 tonnes. Or, la nécessité de promouvoir la production nationale s'impose selon la FAC, soucieuse d'en aviser les pouvoirs publics et notamment les ministères de l'Agriculture et du Développement rural ainsi que du Commerce. En ce sens, la FAC suggère de tracer une «feuille de route à court et moyen terme» pour booster cette filière, encourager la fabrication locale de l'aliment de bétail (soja, maïs et orge...), développer l'insémination artificielle et la création de fermes pilotes. Mais aussi assurer une meilleure organisation du marché, mettre en place 2, 3 ou 4 marchés nationaux de gros, moderniser l'abbatage et renforcer l'abbattage halal.

Photo : Samir Sid

Les prix des viandes rouges ne cessent d'augmenter.

En ce sens, la FAC appelle à mettre en place une commission de certification halal des produits locaux ou importés et impliquer davantage les imams dans l'opération d'abbatage, entre autres propositions. Comme il s'agit de concrétiser effectivement le projet de création de près de 2 000 marchés de gros, de détail et de proximité d'ici 2014. Ce qui reste peu évident, relève Hadj Tahar Boulenouar, dans la mesure où ce programme traîne en raison du manque d'implication des collectivités locales en particulier.

C. B.

DÉNONÇANT L'ANARCHIE DANS LES MARCHÉS ET LA FLAMBÉE DES PRIX

L'Association de la protection de l'activité commerciale exige le départ des ministres du Commerce et de l'Agriculture

L'Association de la protection de l'activité commerciale dénonce l'«absence» de dialogue avec les autorités locales notamment la wilaya, les daïras et les 53 communes de la capitale. Selon son président, Hafaifa Ayache, toutes les portes leur sont fermées malgré leur agrément. «Nous œuvrons sur le terrain depuis 9 ans. Nous avons un programme pour lutter et éradiquer le marché informel et réorganiser le marché légal mais on ne nous laisse pas travailler. La preuve : nous avons eu une autorisation pour tenir la conférence d'aujourd'hui (mercredi) à la bibliothèque communale de Bab El Oued Rachid-Kouache, signée par le président d'APC et personne n'est venu l'ouvrir. C'est du sabotage», a-t-il affirmé hier à Alger. D'ailleurs, poursuit-il : «Les rares réunions tenues avec les autorités locales n'ont pas été sanctionnées par un P-V de réunion.» Pour lui, cela est synonyme d'«absence de confiance». Toutefois, il estime que les autorités locales exercent une sorte de «ségrégation» entre les différentes associations activant dans le secteur commercial. Il cite ainsi l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), qui, dit-il, «bénéficie d'un traitement de faveur et est traitée différemment par les responsables». «Les autorités locales refusent de tenir des réunions avec notre association car nous exigeons toujours des comptes aux différents responsables». Imputant l'anarchie qui règne dans les marchés, au ministère du Commerce et la flambée des prix des fruits, légumes et viandes au ministère de l'Agriculture, le président de l'Association de la protection de l'activité commerciale exige le départ des deux ministres concernés. Evoquant le programme des 100 locaux par commune, il précisera que nombre d'entre eux sont construits dans des régions isolées où aucune activité commerciale n'est exercée. Quant à ceux mieux situés, «ils ont été détournés par des responsables locaux», dit-il.

Rym Nasri

AVIS DE DÉCÈS

La famille Bendjeddou a la douleur de faire part du décès de leur chère et regrettée Mme Bendjeddou née Cherouati Kheira survenu à l'âge de 103 ans.

L'enterrement aura lieu aujourd'hui à 13h00 au cimetière de Sidi Yahia.

L'importation aidera-t-elle à faire baisser les prix ?

L'Algérie a procédé à l'importation de quantités importantes de viandes. Une opération qui devra permettre, entre autres, de faire baisser les prix de ce produit qui ont tendance à grimper pendant le mois de Ramadan.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Répondre à la demande contraindra-t-il les commerçants à pratiquer des prix raisonnables concernant les viandes rouges et blanches pendant le mois de Ramadan ? L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), qui appelle les pouvoirs publics à penser à d'autres solutions, ne se fait pas d'illusions. Cette formule, estime le porte-parole de cette organisation, ne fera pas baisser les prix des viandes. La raison, explique-t-il, est simple : «La viande congelée importée se vend entre 500 et 600 DA alors comment voulez-vous que les éleveurs locaux vendent la viande fraîche à des prix moindres ? Ceci, au contraire, pousse davantage les producteurs à vendre la viande locale plus cher.»

M. Boulenouar souligne que l'Algérie importe annuellement 70 000 tonnes de viandes pour un budget qui varie entre 250 et 350 millions de dollars. «Pourquoi cette enveloppe n'irait pas aux éleveurs pour leur permettre d'améliorer et de renforcer leurs cheptels», dira le porte-parole de l'UGCAA qui rappelle que depuis cinq ans, l'Algérie compte toujours entre 20 et 25 millions de têtes de cheptels. Or, souligne-t-il, le pays peut compter plus de 100 millions de têtes avec la superficie dont il dispose.

La production nationale de viandes est estimée, poursuit M. Boulenouar, à 600 000 tonnes par an dont 350 000 sont des viandes rouges et 250 000 des viandes blanches. Or, les besoins nationaux en ce produit sont estimés à un million de tonnes. Le marché souffre ainsi d'un déficit de 30%. Cependant, rien que pour ce mois de Ramadan, les Algériens vont consommer, selon les estimations de l'UGCAA, près de 60 000 tonnes, dont 15% proviendront de l'importation. Pour répondre aux besoins de la consommation pendant ce mois de Ramadan, les pouvoirs publics ont constitué un stock de 10 000 tonnes de poulet congelé dans le cadre du Système de régulation des produits agricoles de large consommation (Syrpalac) qui devrait s'écouler à 250 DA. La Société de gestion des participations productions animales (Proda), à travers sa filiale Frigomedit, a importé une quantité importante de viandes rouges congelées. «Nous pouvons répondre aux besoins du marché pour ainsi agir sur les prix», a déclaré le président de Frigomedit, qui souligne que la viande provient de tous les pays agréés par les services sanitaires algériens. L'Office national de l'aliment de bétail (ONAB) promet également de répondre à toutes les demandes en poulet congelé. Toutes ces stratégies arriveront-elles à freiner la flambée des prix ?

S. A.

Photo : Samir Sid

Les pouvoirs publics ont stocké 10 000 tonnes de poulets congelés.

Communiqué de Nedjma

A la veille du mois sacré de Ramadan, Nedjma a organisé une opération de don de sang de ses employés. Cette campagne de collecte a été planifiée en collaboration avec le Centre de transfusion sanguine et le CHU Nafissa-Hamoud (Ex-Parnet) - Hussein Dey d'Alger.

Cette action s'inscrit dans la continuité des activités citoyennes de Nedjma à l'occasion de ce mois de piété, et permet à ses employés d'exprimer à travers ce geste humanitaire leur solidarité avec la société algérienne.

Par cet acte de solidarité agissante, Nedjma prouve une fois de plus son engagement citoyen envers la société algérienne. Un geste de générosité, qui réaffirme également la volonté de Nedjma à soutenir toute initiative allant dans l'intérêt des citoyens.